



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES











ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Accord-cadre de maintenance et d'exploitation des
installations et équipements électriques de l'ISAE-
SUPAERO**





N° du CCAP : 2025FCS0020

Institut Supérieur de l'Aéronautique et de l'Espace
10 Avenue Marc Pégélin
BP 54032
31055 TOULOUSE CEDEX 4

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Accord-cadre de maintenance et d'exploitation des installations et équipements électriques de l'ISAE-SUPAERO
	Type de contrat	Accord-cadre composite : partie marché ordinaire / partie à bons de commande
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	1 an et 1 mois
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

L'ESSENTIEL DES BONS DE COMMANDE

	Fréquence d'attribution des bons de commande	A la survenance du besoin
	Délai d'exécution des bons de commande	Durée maximale d'exécution des bons de commande : 1 an. Défini par commande
	Pénalités	Prévues dans l'accord-cadre
	Résiliation des bons de commande	Prévue dans l'accord-cadre

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Type d'accord-cadre.....	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	5
1.5 - Réalisation de prestations similaires.....	6
2 - Pièces contractuelles.....	6
3 - Intervenants	7
3.1 - Cotraitance.....	7
3.2 - Sous-traitance	7
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	8
4.1 – Obligation de confidentialité.....	8
4.2 – Mesures de sécurité, dispositions relatives au marché sensible.....	8
5 - Protection des données à caractère personnel.....	10
6 - Durée et délais d'exécution	10
6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations	10
6.2 - Durée du contrat	10
6.3 - Reconduction	11
7 - Prix.....	11
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	11
7.2 - Modalités de variation des prix	11
8 - Garanties Financières	12
9 - Avance.....	12
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	12
9.2 - Garanties financières de l'avance.....	13
10 - Modalités de règlement des comptes.....	13
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	13
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	14
10.3 - Délai global de paiement	15
10.4 - Paiement des cotraitants	15
10.5 - Paiement des sous-traitants.....	15
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	15
12 - Développement durable.....	17
12.1 Insertion professionnelle : Préambule.....	17
12.1.1 Heures d'insertion sociales :	17
12.1.2 Public concerné par l'opération d'insertion :	17
12.1.3 Coordonnées du facilitateur :	19
12.1.4 Modalités de mise en œuvre :	19
12.1.5 Globalisation des heures d'insertion :	19
12.1.6 Sous-traitance et groupement d'opérateurs économiques :	20
12.1.7 : Suivi et bilan de l'action d'insertion :	20
12.1.8 : Pénalités relatives à l'insertion :	20
12.1.9 : RGPD :	21
12.2 Réduction des émissions de gaz à effet de serre, performance énergétique	21
13 - Constatation de l'exécution des prestations	21

13.1 - Vérifications	21
13.2 - Décision après vérification	22
14 - Garantie des prestations	22
15 - Maintenance.....	22
16 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)	22
17 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	22
18 - Pénalités.....	22
18.1 - Généralités	22
18.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance	23
18.3 - Pénalité pour travail dissimulé	23
18.4 - Pénalité d'exécution ou de livraison.....	23
19 - Assurances	24
20 - Clause de réexamen	25
21 - Résiliation du contrat.....	26
21.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	26
21.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	27
22 - Règlement des litiges et langues.....	27
23 - Clauses complémentaires	27
23.1 Devoir de conseil	27
23.2 Obligation de moyens et de résultat.....	28
23.3 Prescriptions visant à prévenir/écarter un éventuel conflit d'intérêts	28
23.4 Obligations du pouvoir adjudicateur.....	28
23.5 Dérogation au principe d'exclusivité du titulaire de l'accord-cadre.....	28
24 - Dérogations.....	28

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Accord-cadre de maintenance et d'exploitation des installations et équipements électriques de l'ISAE-SUPAERO

Le marché comporte notamment ;

- **Des prestations d'exploitation-maintenance (de niveaux I à V selon la norme NF EN 13306) :**
 - Maintenance préventive et corrective des installations et équipements électriques avec fourniture des pièces détachées (P2 : prix forfaitaire)
 - Travaux d'entretien et de réparation, de GER, d'amélioration, de mise en conformité (à bons de commande) sur des installations et équipements existants.
Autrement dit, hors périmètre du présent contrat : les travaux de nouvelles installations, équipements (travaux dans le périmètre du marché de travaux n°2022TVX0008 en cours d'exécution et qui se termine le 25/08/2026) et les opérations de travaux (réhabilitation lourde, construction, etc.)
- **Le pilotage et la gestion du contrat** (management du contrat, exploitation de la GMAO via le logiciel de l'ISAE-SUPAERO (SAM FM))
- **Une obligation de moyens et de résultat**

L'étendue et le détail des prestations, la description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le CCTP et ses annexes.

Lieu(x) d'exécution :

Campus ISAE-SUPAERO :

- site de Rangueil, 10 avenue Marc Pélegrin, 31055 Toulouse
- site Aérodrome de Lasbordes, deux hangars, avenue Jean Lagasse, 31130 Balma

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations de maintenance, objet du présent marché, sur les installations décrites dans les pièces contractuelles (initiales et modificatives en cours d'exécution), dans l'état dans lequel elles se trouvent lors de la notification du marché et/ou de l'ordre de service intégrant de nouvelles installations. L'ISAE-SUPAERO ne saurait être tenu pour responsable si des détériorations nécessitant une remise en état qui n'auront pas été décelées au préalable.

Hors périmètre du contrat :

- Les travaux d'installation de nouveaux équipements (travaux dans le périmètre du marché de travaux n°2022TVX0008 qui se termine le 25/08/2026)
- Les opérations de travaux (réhabilitation lourde, construction, etc.)

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

Accord-cadre composite comprenant :

- Une partie marché ordinaire qui concerne les prestations de maintenance préventives et correctives à prix global et forfaitaire (P2),
- Une partie à bons de commande qui concerne les petits travaux d'entretien et de réparation, de GER d'amélioration, de mise en conformité, etc. Cet accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront établis sur la base d'un devis émis par le titulaire dans les conditions prescrites au CCTP.

Le prestataire s'appuiera obligatoirement et exclusivement sur le bordereau des prix pour établir le devis.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire se verra attribuer les bons de commande dans les conditions suivantes :

Le représentant du pouvoir adjudicateur adressera par voie électronique le bon de commande signé par le représentant du pouvoir adjudicateur. A ce titre, le titulaire devra communiquer l'adresse électronique de la personne désignée. Le titulaire accusera réception de la commande par voie électronique au plus tard dans les 48 heures à compter de l'envoi du courriel. Au-delà de ce délai le bon de commande est réputé réceptionné par le titulaire et les délais contractuels d'exécution courent. Les délais d'exécution et/ou la date de livraison seront fixés sur le bon de commande.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- La date de livraison
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de **1 an**.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- Les pièces contractuelles du marché en cours d'exécution (bons de commande, avenants, ordres de services, ...)

Les pièces générales, bien que non jointes au présent marché, sont réputées parfaitement connues du titulaire du marché et les parties reconnaissent expressément leur caractère contractuel.

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus ainsi que des lois, décrets, règlements ou directives de droit national, communautaire ou international régulièrement publiés et susceptibles d'affecter le présent marché.

Toute clause contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché figurant dans des documents établis par le titulaire est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire, en particulier, ne peuvent pas contredire les clauses contractuelles du marché.

3 - Intervenants

3.1 - Cotraitance

En cas de groupement d'entreprises, le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement.

À cet effet, il est l'interlocuteur privilégié du pouvoir adjudicateur et coordonne toutes les prestations commandées des membres du groupement.

Un interlocuteur sera désigné pour le suivi d'exécution de l'accord-cadre.

3.2 - Sous-traitance

Le Titulaire ne pourra en aucun cas sous-traiter l'exécution de quelques parties que ce soit de son contrat sans accord préalable formel du MOA.

Modalités d'acceptation et d'agrément

L'opérateur économique peut recourir à la sous-traitance lors de la passation du marché et tout au long de son exécution à condition de l'avoir déclarée à l'acheteur et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire identifie dans son offre les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel ainsi que la nature et le montant des prestations sous-traitées.

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient en cours d'exécution du marché, le titulaire remet à l'acheteur un acte spécial de sous-traitance.

1) Déclaration de sous-traitance au moment de l'offre

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant l'ensemble des informations suivantes :

- 1° La nature des prestations sous-traitées ;
- 2° Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- 3° Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- 4° Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- 5° Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie
- 6° Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné par les dispositions législatives (articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique).

2) Déclaration de sous-traitance après la notification du marché public :

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché :

- Le titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception :
 - un acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4 : modèle fourni par le maître d'ouvrage sur demande) dûment complété, daté, signé et accompagné des justificatifs demandés (notamment dans la rubrique I – Capacités du sous-traitant).
 - **et au minimum 3 mois avant la date de début prévue d'intervention du sous-traitant (cf. article 4.3 Mesures de sécurité, dispositions relatives au marché sensible).** Tout dossier incomplet suspendra le délai d'acceptation tacite du sous-traitant.
- Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

Ce processus sera arrêté plus précisément lors de la réunion de démarrage de l'accord-cadre (format de transmission, délai, etc...)

L'acceptation d'un ou plusieurs sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance ne résultant pas de l'acceptation de l'acte d'engagement, sont constatés par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance.

Si cet entrepreneur est un cotraitant autre que le mandataire, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire du groupement.

Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il est justifié qu'il a contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le titulaire doit informer ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article 4. Il reste responsable du respect de celles-ci.

4.1 – Obligation de confidentialité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

4.2 – Mesures de sécurité, dispositions relatives au marché sensible

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des mesures de sécurité et s'engage à transcrire les obligations issues des dispositions relatives à un marché sensible exposées ci-après dans les marchés passés avec ses sous-traitants.

4.2.1 Déclaration du titulaire du contrat sensible :

Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense, de la sécurité nationale et du potentiel scientifique et technique de la nation, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du contrat la protection des informations et supports classifiés ou sensibles qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

Dans le cadre de l'exécution de ce contrat, le titulaire reconnaît :

- Avoir pris connaissance des articles 410-1, 413-7 et 413-9 à 413-12 du code pénal
- Qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le titulaire s'engage à faire signer une attestation de reconnaissance de responsabilité individuelle à l'ensemble du personnel appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations.

Par ce document, le personnel atteste :

- Avoir pris connaissance des articles 410-1, 413-7 et 413-9 à 413-12 du code pénal.
- Qu'il n'a pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense, de la sécurité nationale ou du potentiel scientifique ou technique de la nation.
- Que les informations qui lui seront confiées, qui sans relever du secret de la défense nationale, de la sécurité nationale ou du potentiel scientifique ou technique de la nation, nécessitent une vigilance particulière et ne pourront en aucun cas être communiquées à toute personne n'ayant pas le besoin d'en connaître.
- Qu'elles se conformeront aux règles de protection des informations, au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations.

Cette attestation de reconnaissance de responsabilité individuelle sera jointe à l'exemplaire du contrôle primaire conservé par le Pôle Sécurité-Défense du Service de Sécurité de l'ISAE-SUPAERO.

Le titulaire du contrat sensible s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il s'engage à ce que seules des personnes appartenant en propre à son entreprise soient employées à l'exécution des prestations de contrat sensible. L'emploi d'intérimaire est à exclure.

Il s'engage à ne pas sous-traiter de travaux du présent contrat sans autorisation préalable de l'autorité contractante. Il s'engage, pour les sous-traitances, à obtenir des sous-traitants les mêmes engagements que ceux qu'il prend au titre du présent contrat.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

4.2.2 Dispositions particulières :

Le titulaire s'engage :

- À remplacer les personnes qui n'auront pas été autorisées par le ministère des Armées,
- À assurer en permanence ladite prestation avec du personnel autorisé, y compris pendant les périodes estivales, fériées, de basse activité ou de RTT Direction.

Si le titulaire doit remplacer un membre de son personnel autorisé, il devra au préalable en avertir le prescripteur de l'ISAE-SUPAERO qui transmettra la demande au Pôle Sécurité-Défense du Service de Sécurité de l'ISAE-SUPAERO (Officier de sécurité et / ou Officier de Sécurité adjoint). L'approbation du Pôle Sécurité-Défense du Service de Sécurité de l'ISAE-SUPAERO sera obligatoire pour accéder à une telle demande.

Le titulaire s'engage à informer son personnel du caractère sensible du site, objet de la prestation, et l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les documents ou informations qu'il serait amené à connaître.

Le port du badge apparent sera obligatoire à l'intérieur des locaux sensibles.

Aucune publication ou communication écrite ou orale, concernant les travaux et informations en locaux sensibles ne pourra être faite par le titulaire. **Il doit, sans délai, avertir l'Officier de Sécurité et/ou l'Officier de Sécurité Adjoint de toute violation de l'obligation de confidentialité.**

Le titulaire déclare connaître toutes les contraintes existantes énoncées par les mesures de sécurité afférentes aux locaux sensibles du site à la date des présentes et s'engage à les respecter et à les faire respecter par ses agents habilités exécutant les prestations.

4.2.3 Contrôle Primaire du personnel

Tous les personnels participant à l'exécution des prestations du présent marché en locaux sensibles, y compris les personnels de remplacement, doivent faire l'objet d'une procédure de contrôle primaire selon la réglementation en vigueur au sein du ministère des Armées.

Le titulaire s'engage à ne présenter au contrôle primaire que des personnes appartenant en propre à son entreprise ou à l'entreprise sous-traitante déclarée et acceptée par le Pouvoir Adjudicateur.

Chaque membre du personnel proposé par le titulaire devra être dûment agréée par le ministère des Armées préalablement à sa prise de fonction sur le lieu d'exécution de la prestation.

Le titulaire s'engage à :

- N'envoyer dans les locaux sensibles que des personnels ayant donné satisfaction au contrôle primaire,
- Demander le contrôle primaire, en prévoyant un délai de deux mois pour son résultat.

4.2.4 Procédure de contrôle primaire

À la notification du marché, le titulaire proposera les personnels qu'il compte employer pour l'exécution du marché comme suit :

- Élaboration du dossier de demande de contrôle primaire par le titulaire dès la notification du marché ou avant chaque changement de personnel pendant l'exécution du marché
- Envoi ou dépôt au Pôle Sécurité-Défense du Service de Sécurité de l'ISAE-SUPAERO des demandes de contrôle primaire dans un délai de dix jours à compter du lendemain de la date de notification du marché, ou trois mois avant la date présumée d'emploi sur le site dans le cas d'un remplacement pendant l'exécution du marché. Le formulaire devra être transmis avec une copie de la pièce d'identité (ID ou passeport) ou le titre de séjour pour le personnel hors Union Européenne.

Une demande de contrôle primaire devra être remplie pour chaque personnel employé pour l'exécution du marché dans les locaux sensibles.

La liste des agents du titulaire, comportant la fonction exercée pour chacun d'eux sera soumise à l'agrément du Pôle Sécurité-Défense du Service de Sécurité de l'ISAE-SUPAERO de sécurité de l'établissement avant le début d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à remplacer les personnes qui n'ont pas été autorisées à accéder au site par le ministère des Armées.

Tout changement, même temporaire, de ces personnels, sera immédiatement porté à connaissance de l'Officier de Sécurité et/ou Officier de Sécurité Adjoint.

Dans le cas où les prescriptions du présent article ne seraient pas respectées, le titulaire ne pourrait prétendre à aucune indemnité si l'accès des locaux sensibles est refusé à ses agents.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le [01/12/2025](#).

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le [31/12/2026](#).

6.2 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour [une période initiale de 1 an et 1 mois](#).

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Nota : A compter de la notification du contrat :

- Le titulaire dispose d'un mois pour effectuer la prise en charge des installations (cf. CCTP)
- Les prestations de maintenance préventives et correctives ainsi que les travaux éventuels (partie à bons de commande) ne démarreront qu'à compter du 01/01/2026.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés :

- Pour la partie marché ordinaire : dans le CCTP
- Pour la partie à bons de commande : à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Le démarrage des prestations pourra être variable, selon les installations/équipements, en fonction des dates de fin respectives des contrats en cours, des équipements en cours de rénovation, d'installation, ... Si nécessaire, ceci fera l'objet d'une mise au point avec le titulaire.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6.3 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans et 1 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement :

- **Marché ordinaire** : Prestations de maintenance préventives et correctives (P2) : Prix forfaitaires sur la base de la DPGF (Décomposition du Prix Global et forfaitaire)
- **Accord-cadre à bons de commande** « Travaux d'entretien et de réparation, de GER, d'amélioration, de mise en conformité, etc. » : Prix forfaitaires sur la base du Bordereau des Prix (BP)

Pour les matériels et/ou fournitures ne figurant pas au bordereau des prix, les prestations seront traitées sur les bases suivantes :

- les fournitures, matériels seront facturés sur la base du déboursé affecté d'un coefficient fixé dans le BP. Le titulaire adressera à l'ISAE-SUPAERO pour contrôle les factures ou devis ou bons de commande correspondants établis par ses fournisseurs.
- pour la main d'œuvre (y/c déplacements, transports) : application des taux horaires fixés dans le BP.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 09/2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Formules	Prix concernés
$C_n = 15.0\% + 85.0\% (ICHTrev-TS) (n) / ICHTrev-TS) (o))$	Prix global et forfaitaire (P2)
$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT47 (n) / BT47 (o))$	Prix du BP, exception faite des coefficients

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Indice (n) : valeur de l'indice de référence au mois n.
- Indice (o) : valeur de l'indice de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'indice connue comme définitive, publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les indices de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Code	Libellé
ICTrev-TS IME	Indice du coût horaire du travail révisé - Tous salariés « Industries mécaniques et électriques »
BT47	Index du bâtiment - Électricité - Base 2010

La demande de révision des prix est à l'initiative du titulaire. Il adresse sa demande par courriel au service des achats : marches@isae-supero.fr
Cette demande doit intervenir dans un délai d'un mois précédant la date anniversaire de la notification du marché.

La demande de révision se formalise par la communication par le titulaire :

- Du coefficient de révision des prix, accompagné de la formule de calcul (accessible et modifiable) détaillant les indices retenus conformément aux modalités de variation des prix indiqués ci-dessous
- Du bordereau des prix (BP) et de la décomposition des prix globaux forfaitaires (DPGF) au format Excel présentant les prix initiaux, les prix révisés, les formules de calcul (accessibles et modifiables).

pour vérification par l'ISAE-SUPAERO.

Après validation du BP et de la DPGF par l'ISAE-SUPAERO, le titulaire transmettra ces documents au format .pdf avec signature électronique de la personne habilitée à engager la société, et l'ISAE-SUPAERO procédera à la notification des prix révisés

A l'issue, le BP et la DPGF révisés pourront être appliqués à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- De la date anniversaire de la notification du marché.
- De la date de notification des prix révisés (sans effet rétroactif), en cas de retard de transmission de ces éléments par le titulaire et entraînant ainsi un retard dans la validation de l'ISAE-SUPAERO.

Les devis émis avant la date d'application du BP révisé resteront valables pendant deux mois.

Clause butoir : l'évolution des prix résultant de l'application des formules de variation de prix ne peut en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 2% par période contractuelle. Le Prestataire ne peut s'y opposer.

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, dans les conditions suivantes :

Marché ordinaire : prestations de maintenance à prix global et forfaitaire P2

Une avance est accordée pour chaque période du marché ordinaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Cette avance est calculée sur la base du montant de la période considérée diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Marché à bons de commande :

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 20.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Cette avance est calculée sur la base du montant du bon de commande diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à **30,00 %** du montant toutes taxes comprises du prix global et forfaitaire de la période considérée ou du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à **30,00 %** d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

NOTA :

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché en cours d'exécution, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct à l'acheteur, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance. Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par l'acheteur dès la notification de l'acte spécial (cf. article 2193-21 du code de la commande publique).

L'avance est versée automatiquement à l'entreprise, par l'acheteur à compter de la notification du marché ou du bon de commande selon le cas.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65.0 % du montant du marché ordinaire ou du bon de commande lorsque l'avance est inférieure ou égale à 15.0 %. Si l'avance est supérieure à 15.0 %, son remboursement commencera lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint le pourcentage obtenu en application de la formule suivante : 80.0 % - pourcentage de l'avance (**autrement dit, dans le cas d'une avance de 30%, le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 50% du montant du marché ordinaire ou du bon de commande**).

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

- Marché ordinaire (prestations de maintenance préventive et corrective P2) :

- Acompte/de facturation trimestriel(le) à terme échu de 25% (ces acomptes sont considérés comme des acomptes partiels non définitifs)
- Le dernier acompte/facture de la période considérée, constituera le paiement pour solde après décision de validation des prestations.

Le cas échéant, l'entreprise prendra en compte dans cette facturation trimestrielle les nouveaux appareils réceptionnés après travaux ainsi que les suspensions de facturation afférentes au trimestre précédent.

La dernière facturation (facture soldant la période considérée) ne pourra être mandatée qu'une fois l'ensemble des prestations prévues validées par le maître d'ouvrage (réunions, remise de livrables conformes, etc...).

- Bons de commande :

La facturation s'effectuera pour chaque bon de commande en une seule fois après exécution et réception sans réserve.

Les prestations complémentaires sont réglées pour chaque ordre de travaux, en une seule fois, après exécution et réception sans réserve des ouvrages dont la réalisation était commandée. Ces paiements sont des paiements partiels définitifs.

Dans l'hypothèse où le délai d'exécution des prestations commandées par un bon de commande excéderait les trois mois, les paiements pourront faire l'objet d'acomptes mensuels.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur les informations suivantes, obligatoires pour déposer les factures sur le portail dédié :

- **le numéro de SIRET de l'ISAE-SUPAERO : 130 004 278 00011**, qui permet d'identifier l'ISAE SUPAERO en tant que destinataire de la facture ;

- [En cas de co-traitance ou de sous-traitance](#), Identifiant du mandataire du groupement ou du titulaire qui sous-traite (SIRET) : à communiquer par le mandataire du groupement ou le titulaire qui sous-traite

- le code service "**FACTURES avec ENGAGEMENT**" ;

- le n° d'engagement juridique :

Pour les prestations de maintenance préventive et correctives (forfait fP2) : il sera communiqué lors de la notification du marché ou lors de la réunion de lancement du marché et à chaque reconduction tacite (un numéro par période contractuelle)

Pour l'accord-cadre à bons de commande : ce numéro correspond au numéro du bon de commande émis par l'ISAE-SUPAERO

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> :

- Y compris pour les factures relatives aux bons de commande/avenant/ordre de service/marché complémentaire,

- Y compris pour les factures de sous-traitants et de cotraitants

En cas de problème, lors de l'utilisation de Chorus-Pro ou dans la formalisation des factures adressez une demande à service.facturier@isae-supero.fr

Toute facture non conforme et/ou parvenue avant l'échéancier de paiement prévu ou l'admission des prestations sera rejetée.

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. **Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.**

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat et le cas échéant, en vigueur au moment de l'exécution des prestations).

L'accord-cadre composite s'exécute :

- Pour les prestations de maintenance à prix global et forfaitaire (cf. DPGF), à la notification du marché dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la réunion de lancement du marché.

- Pour les prestations à prix unitaires (sur BP), au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon (ou de la date mentionnée dans le bon).
Le représentant du pouvoir adjudicateur adressera par voie électronique le bon de commande signé par le représentant du pouvoir adjudicateur. A ce titre, le titulaire devra communiquer l'adresse électronique de la personne désignée conformément aux dispositions prévues au présent C.C.A.P. Le titulaire accusera réception de la commande par voie électronique au plus tard dans les 48 heures à compter de l'envoi du courriel. Au-delà de ce délai le bon de commande est réputé réceptionné par le titulaire et les délais contractuels d'exécution courent.

Adresse d'exécution :

Institut Supérieur de l'aéronautique et de l'Espace (ISAE-SUPAERO)

Site 1 : 10 Avenue Marc Pégélin- BP 54032 - 31055 TOULOUSE CEDEX 4

Site 2 : Aérodrome Lasbordes – 44 avenue Jean-René Lagasse – 31130 BALMA

Notification des informations :

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée :

- Soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques (profil acheteur : La Place, SAM FM la GMAO de l'ISAE-SUPAERO, courriels).
- Soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Cette notification peut être faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Conditions d'intervention du personnel du titulaire

Le personnel restera soumis à l'autorité et au contrôle du titulaire et ne pourra en aucun cas être assimilé aux salariés du pouvoir adjudicateur. Le titulaire est seul responsable des agissements de son personnel, lequel recevra ses directives uniquement de la part du personnel d'encadrement du titulaire. A ce titre, **le titulaire nommera un personnel d'encadrement qu'il maintiendra pour conduire les prestations, assurer la discipline et la gestion du personnel, et transmettre l'état d'avancement des prestations au représentant du pouvoir adjudicateur. Le titulaire communiquera au pouvoir adjudicateur le(s) nom(s) du personnel d'encadrement avant le début d'exécution des prestations.** Le représentant du titulaire informera immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute difficulté qui pourrait se manifester dans l'exécution des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du marché.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Ainsi, le titulaire doit :

- o En avisant, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- o **Proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres (CV détaillé avec compétences, formations, expériences) dans un délai de 2 semaines à compter de la date d'envoi de l'information qu'un ou plusieurs membres de l'équipe initiale doit être remplacé.**

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récuse pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication

mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récuse le remplaçant, le titulaire dispose de 2 semaines pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée.

Les avis, propositions et décisions du pouvoir adjudicateur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG-FCSI.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, l'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-PI.

Matériels, objets et approvisionnements, locaux confiés/mis à disposition du titulaire pour l'exécution des prestations :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit (cf. CCTP). Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

Formation du personnel :

Sans objet.

12 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social et environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

12.1 Insertion professionnelle : *Préambule*

Selon l'article L3-1 du Code de la commande publique, « la commande publique participe à l'atteinte des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le présent code ».

Conformément à l'article 16.1.2 du CCAG-FCS, TIC et PI, le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Le maître d'ouvrage s'est engagé dans une politique volontariste d'insertion des personnes en difficulté par le travail. Pour ce faire, il est fait appel aux entreprises par le biais des marchés publics.

12.1.1 Heures d'insertion sociales :

Le maître d'ouvrage prévoit de réserver, à l'occasion de l'exécution du marché, le nombre d'heures suivant :

Désignation	Nombre d'heures d'insertion minimales
LOT UNIQUE	105 HEURES PAR ANNEE D'EXECUTION DU MARCHE

12.1.2 Public concerné par l'opération d'insertion :

Selon l'article L2112-2 du Code de la commande publique « les clauses du marché précisent les conditions d'exécution des prestations, qui doivent être liées à son objet. Les conditions d'exécution prennent en compte des considérations relatives (...) au domaine social, à l'emploi ou à la lutte contre les discriminations. »

Au vu du présent marché, le titulaire s'oblige à conduire une action d'insertion auprès d'un public rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi.

Selon les articles 16.1.1.1 et 2 du CCAG-FCS, TIC et PI, les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent exclusivement de l'une des catégories suivantes :

Une priorité est donnée aux résidents en Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- ✓ Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- ✓ Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- ✓ Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- ✓ Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- ✓ Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- ✓ Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- ✓ Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes
- ✓ Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- ✓ Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- ✓ Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

- ✓ Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des établissements et services d'aide par le travail (ESAT) ;
- ✓ Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- ✓ Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- ✓ Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- ✓ Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- ✓ Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre des actions. Celle-ci ne repose que sur les statuts des personnes et non sur les contrats qui leur sont proposés (exemple : contrats d'alternance)

L'objectif est de procéder à de nouveaux recrutements de personnel en insertion professionnelle à l'occasion des marchés publics.

Des candidats pourront être proposés par les Facilitateurs.

12.1.3 Coordonnées du facilitateur :

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur, désigné ci-après, selon l'article 16.1.4 du CCAG-FCS, TIC et PI, notamment :

- Informer les entreprises soumissionnaires pendant la préparation de leur offre sur la base des documents remis lors de l'appel d'offres,
- Accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de cette condition d'exécution en fonction des spécificités des prestations et en relation avec le maître d'œuvre pour les travaux,
- Proposer des publics prioritaires.

Les entreprises peuvent obtenir des informations et des explications sur les dispositifs et mesures pour l'emploi auprès de la cellule clause d'insertion dans les marchés publics :

- Haute Garonne : 06 17 67 43 34 csoccitanie@nova-emploi.fr

12.1.4 Modalités de mise en œuvre :

Les modalités de réalisation de la clause sociale suivantes doivent être en priorité liées à l'objet du marché :

- L'embauche directe de personnes éligibles, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage).
- La mise à disposition de salariés éligibles via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise adaptée de travail temporaire (EATT), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- Le recours à la co-traitance, à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une régie de quartier (RQ), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

12.1.5 Globalisation des heures d'insertion :

La globalisation des heures d'insertion décrite à l'article 16.1.3 du CCAG-FCS, TIC et PI est possible : Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Elle est mise en œuvre à la suite de la demande du titulaire et vise à la réalisation de prestations conformes aux différents marchés des différents acheteurs concernés.

Elle intervient dans l'intérêt conjoint d'entreprises attributaires de plusieurs marchés comportant des clauses sociales d'insertion et dans celui des participants aux clauses sociales, dont le parcours d'insertion est ainsi plus susceptible de s'inscrire dans la durée et la qualité.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d'exécution du contrat public et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d'exécution. S'il n'y a pas de concomitance entre l'espace temporel du marché concerné et du contrat de travail de la personne en insertion, la globalisation ne peut pas être valorisée sur le dit marché.

Au niveau du décompte, les heures d'insertion sont affectées à chacun des marchés concernés, à due proportion. Le facilitateur est garant du reporting. La demande peut être déclarée recevable sur la base des critères suivants :

- Si la mesure est favorable au salarié en insertion
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur,
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses

sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

12.1.6 Sous-traitance et groupement d'opérateurs économiques :

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à informer le facilitateur afin de recueillir au préalable sa validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du facilitateur pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

12.1.7 : Suivi et bilan de l'action d'insertion :

A la demande du maître d'ouvrage, la *Structure facilitatrice référente du territoire* procédera au suivi et au bilan de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé.

Conformément aux articles 16.1.4.2 à 16.1.4.5 du CCAG-FCS, TIC et PI :

- Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de l'acheteur et du facilitateur.
- A l'initiative de l'acheteur, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le titulaire et le facilitateur le cas échéant, après notification du marché, dans un délai de 1 mois.
- Les renseignements utiles propres à permettre le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion, font l'objet d'une communication tous les mois (avant le 12 du mois suivant le mois travaillé). Devra être transmis le justificatif suivant : Relevé d'heures mensuel mentionnant la date d'embauche, le type de contrat, le poste occupé, nombre d'heures réalisées, l'affectation sur le marché, etc.

NB : les informations doivent être traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (voir la clause RGPD).

Un contrôle de l'action d'insertion sera réalisé tout au long de l'exécution des prestations :

- Le facilitateur établit pendant toute la durée du marché un bilan périodique sur la base des justificatifs transmis par les titulaires, à destination de l'acheteur ;
- Le facilitateur transmet un bilan final dans les trois mois suivant la fin de l'exécution du marché, à destination de l'acheteur.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

Durant l'exécution du chantier ou de la prestation, le suivi de l'action d'insertion se fera également lors de réunions auxquelles le chargé de mission clauses d'insertion pourra être amené à participer. Le chargé de mission clauses d'insertion suivra l'évolution du salarié en lien avec le référent professionnel de l'entreprise, et le référent social (prescripteur ou opérateur d'insertion).

En cas de difficulté d'exécution (plan de sauvegarde de l'emploi, redressement ou liquidation judiciaire), le titulaire du marché doit informer le chargé de mission clauses d'insertion par courrier recommandé avec AR et produire les justificatifs correspondants dès lors qu'il ne pourra plus assurer son engagement. Dans ce cas seront étudiés avec le titulaire, avec l'accord du *maître d'ouvrage*, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs ou pour suspendre les obligations.

12.1.8 : Pénalités relatives à l'insertion :

Les pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion prévue à l'article 16.1.5 du CCAG-FCS, TIC et PI sont les suivantes :

Manquement constaté	Pénalité applicable
Non-respect du nombre d'heures d'insertion	50€ HT par nombre d'heures d'insertion non réalisées

Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle	100€ HT par jours de retard et par document
---	---

Le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire après mise en demeure restée infructueuse.

Les exonérations de pénalités en cas de difficultés d'exécution doivent respecter les conditions prévues à l'article [1.3.7 Suivi de l'action d'insertion]. Dans ce cas, la pénalité ne s'applique pas à la part des heures d'insertion initialement prévues pour lesquelles l'acheteur ou le facilitateur ne sont pas parvenus à trouver un moyen pour le titulaire d'y recourir.

12.1.9 : RGPD :

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants de l'acheteur, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant les référents suivants selon les structures :

- Haute Garonne (31) : f.khireddine@nova-emploi.fr ou par courrier à 32 rue de la Caravelle 31500 TOULOUSE.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

12.2 Réduction des émissions de gaz à effet de serre, performance énergétique

Cf. CCTP

13 - Constatation de l'exécution des prestations

13.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation au CCAG-FCS art 28-2, l'absence de décision d'admission ne vaut pas réception tacite des prestations.

Les vérifications seront effectuées par : [Service IS - Chargé du contrat \(le cas échéant, son remplaçant\)](#).

13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

La décision d'admission des prestations pourra prendre la forme :

- Soit d'une décision spécifique d'admission (PV) émise par le pouvoir adjudicateur et notifié au titulaire,
- Soit de la supervision de l'OT dans la GMAO.

Par dérogation à l'article 30, l'absence de décision ne vaut pas admission des prestations.

14 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de [1 an](#) dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

Si une nouvelle défaillance, affectant le même organe et ayant la même origine que la précédente, se produit dans un délai inférieur ou égal à un an, la réparation ne pourra être facturée.

Modalités d'appel en garantie :

- La mise en jeu de la garantie se fera soit par OT GMAO, soit par mail/courrier avec accusé de réception.
- Les délais dans lesquels le titulaire devra intervenir au titre de la garantie : cf. article 6-3 du CCTP

15 - Maintenance

Sans objet.

16 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'ISAE-SUPAERO, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'ISAE-SUPAERO pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

17 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

18 - Pénalités

18.1 - Généralités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS :

- Les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable, sur simple constat,

- Le montant des pénalités de retard est fixé dans les conditions définies ci-dessous,
- Le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné,
- Il n'est pas prévu d'exonération des pénalités. Cependant, l'acheteur se réserve la possibilité d'exonérer partiellement ou totalement le titulaire des pénalités appliquées sur demande et justifications.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés tout au long du marché et/ou lors du règlement pour solde.

Des retenues provisoires pourront également être appliquées sur chaque acompte.

Les pénalités peuvent se cumuler entre elles pour un même manquement contractuel.

Ces dispositions ne préjugent aucunement d'éventuelles décisions de justice.

18.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Sans objet.

18.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 100,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

18.4 - Pénalité d'exécution ou de livraison

Pénalités	Délai et/ou référence	Type de pénalité	Montant Par jours calendaires (sauf mention contraire)
Non-respect des délais de remise d'un livrable (rapport de prise en charge, listing du stock de pièces de rechange, devis, DOE, etc...)	§6-3-2 et 6-3-4 CCTP	Journalière	50€ / jour de retard
Irrespect des délais d'intervention ou de réalisation	§6-3-1 CCTP	Journalière	50 € / jour de retard
Non-respect du délai d'intervention sur site en astreinte (2h)	§6-3-3 CCTP	Horaire	100 € par heure de retard
Absence ou incomplétude de renseignement/action/mention/rapport d'intervention dans l'OT dans la GMAO après une intervention y compris clôture	§6-1 CCTP	Forfaitaire	100 € / par OT
Non-maintien des minima du stock suivant listing fourni par le Prestataire	§5-3-3 CCTP	Par constat	100 €
Non accompagnement de l'organisme de contrôle lors des CPVO ou non-accompagnement du MOA lors des visites des CCS	§4-2 CCTP	Journalière	100€/ Jour du contrôle si titulaire informé 10 jours ouvrés avant
Non-respect du plan de maintenance	-	Journalière	100€/jour de retard à partir de la

préventive intégré en GMAO			date de l'OT GMAO (à chaque OT préventif)
Défaillance liée au personnel ou à la sécurité (absence d'EPI ou non-respect des règles de sécurité définies dans le plan de prévention)	-	Forfaitaire	500 €
Intervention d'un sous-traitant sans validation de la demande d'agrément du sous-traitant	-	Journalière	100€/jour. La pénalité court à compter de la date de découverte du sous-traitant non déclaré et jusqu'à la date d'acceptation de la déclaration de sous-traitance
Non remise en état des lieux-locaux-emplacements après intervention	-	Forfaitaire	200 € (sur simple constat)
Non-conformité de livrables (devis non conforme au BP, rapport incomplet ou manquant, ...)	-	Forfaitaire	100 €
Absence injustifiée aux réunions ou RDV programmés	-	Forfaitaire	100 €
Non transmission d'un BSD	-	Forfaitaire	80 €
Non-respect d'obligations contractuelles non couvertes par une autre pénalité		A chaque constat et/ou retard	50,00€/ constat, manquement et/ou 50,00€/ jour de retard

19 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation. Les dommages de toute nature qui en résulteraient causés par le titulaire ou par toute personne intervenant pour son compte, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les prescriptions du présent article s'appliquent même si les dommages se sont produits postérieurement à la date d'acceptation des prestations et/ou date de livraison des matériels, dès lors qu'un lien de causalité est établi entre lesdits dommages et l'exécution du marché.

Déclaration de sinistres :

Le titulaire doit :

- aviser le représentant du pouvoir adjudicateur sans délai, et au plus tard dans les cinq jours de sa survenance, de tout sinistre subi ou causé du fait ou à l'occasion de l'exécution du marché,
- faire, dans les conditions et délais prévus par chacune des polices d'assurance qu'il est tenu de souscrire, toutes déclarations aux compagnies d'assurances,
- tenir régulièrement informé le représentant du pouvoir adjudicateur de toutes ses démarches et du suivi du règlement de sinistre.

L'absence de couverture d'un dommage par la police d'assurance n'exonère le titulaire d'aucune responsabilité.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du titulaire du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire sauf faute lourde ou faute entièrement imputable au pouvoir adjudicateur.

Les préjudices subis par le pouvoir adjudicateur du fait de la dégradation aux biens ou la suppression de données appartenant au pouvoir adjudicateur par le titulaire ou par toute personne intervenant pour son compte, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Défaillance du titulaire – Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

En cas de défaillance (y compris pour fait de grève) de l'entreprise titulaire du présent marché, il peut être pourvu, par la personne publique, à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire après mise en demeure de celui-ci, pour faire exécuter les prestations indispensables à l'activité de l'établissement et/ou à la sécurité des personnes.

20 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen [fait l'objet d'un ordre de service](#) au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jour calendaire pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

- Evolution de la législation ou de la réglementation, notamment de la législation fiscale, de la législation du travail, des règles de sécurité ou de la législation relative à la protection de l'environnement, des données personnelles, etc.
- Substitution d'un nouveau titulaire :
 - Titulaire seul : dans le cas d'une cession du marché suite à une opération de restructuration du titulaire initial, d'apport d'actifs, etc., sous réserve que ce nouvel opérateur dispose des capacités à assurer l'exécution du marché,
 - Groupement d'entreprises : modification de la composition du groupement dans le cas d'opération de restructuration de société (rachat, fusion ou acquisition, ...) ou si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche, sous réserve de proposer un ou plusieurs nouveaux membres du groupement remplissant les conditions de participation définies

- Retard dans la procédure de renouvellement de l'accord-cadre : afin d'éviter une rupture contractuelle, une prolongation exceptionnelle de la durée du marché, pour 6 mois supplémentaires (au maximum), pourra être décidée unilatéralement par l'ISAE-SUPAERO. Cette décision devra être notifiée au titulaire dans un délai maximal d'un mois avant le terme du marché,
- Erreurs matérielles de rédaction des documents contractuels (omissions, imprécisions, contradictions, etc.)
- Nécessité de complétude du Bordereau des Prix (BP), de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), notamment afin de pouvoir rajouter des prix unitaires, des taux horaires, des prix forfaitaires, etc
- Nécessité de réexamen des modalités de variation des prix : Si, en cours d'exécution du contrat :
 - L'indice ou l'index utilisé pour appliquer la révision des prix prévue au marché disparaît,
 - La clause de variation des prix est inadaptée (erreur dans la formule, indice inadapté, etc...),
 les parties pourront procéder, d'un commun accord, à la modification de la clause relative à la variation des prix.
- De la nécessité d'adapter les modalités de règlement des comptes
- Evolution du nombre d'installations : le parc des installations, objet du présent marché, est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse pendant la durée du marché et les prestations de dépannages peuvent être aléatoires en rythme et en volume.
 Au titre du présent CCAP, il est convenu entre les parties de procéder à un réexamen du nombre des installations, support de l'objet du contrat, afin de tenir compte des évolutions susceptibles de se produire.
 Dans le cas où les installations ou les matériels soumis à maintenance feraient l'objet de travaux de modernisation, de rénovation ou de remplacement pendant la durée du marché, le pouvoir adjudicateur pourra demander au titulaire de suspendre l'exécution des prestations de maintenance devenues alors sans objet. Les opérations de maintenance non exécutées ou annulées par le gestionnaire du marché ne seront pas facturées.
 Dans le cas de transformations importantes, de remplacement complet ou d'appareil neuf, les appareils (ré) intégreront le présent marché dès la réception des travaux.
 Dans le cas où une installation serait soumise à une interruption d'exploitation supérieure à 15 jours quelle que soit la nature et la raison de l'arrêt, la facturation des prestations de maintenance sera suspendue dès le premier jour de cet arrêt. L'entreprise intégrera d'elle-même ces suspensions de facturation sur les factures du mois suivant au prorata du nombre des jours d'arrêt.
 La prise en compte de cette évolution (à la hausse comme à la baisse), prendra effet à la date mentionnée dans l'OT GMAO puis dans l'ordre de service associé (ou à défaut, à compter de la date de sa notification) adressé au titulaire, dans lequel le nombre d'installations et la typologie seront précisés ainsi que l'impact financier.
 Le titulaire devra à chaque fois, la mise à jour de la DPGF, l'état des lieux des équipements ainsi que la mise à jour de la GMAO (équipements et gammes afférentes).
- Validation par l'ISAE-Supaéro de toute action du plan de progrès

Ces clauses de réexamen feront l'objet d'un ordre de service notifié au titulaire (et le cas échéant d'un OT GMAO), dans lequel seront précisés la date d'effet de la clause (à défaut, la date d'effet sera la date de notification) ; et le cas échéant, la contrepartie financière (établie d'un commun accord entre les deux parties, sur la base des prix du marché et le cas échéant revalorisés en prenant en compte la conjoncture économique à justifier par le titulaire).

Toutes les dispositions prévues dans les pièces contractuelles s'appliqueront aux prestations, sauf mention contraire dans l'ordre de service.

21 - Résiliation du contrat

21.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de résiliation, le titulaire ou ses ayants droits s'engagent à remettre au maître d'ouvrage tout document en leur possession nécessaire à la poursuite de la mission et à rendre les documents qui lui auraient été fournis. Les formats dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Word, Excel, PowerPoint, JPG, zip (winzip, filzip, etc.), dwg, ifc ou équivalents, tous compatibles PC. Cette liste de formats n'est pas exhaustive.

Le pouvoir adjudicateur doit pouvoir exploiter, modifier, lire et imprimer le cas échéant les documents.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

21.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre et/ou le cas échéant, du(des) bon(s) de commande en cours d'exécution. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre et/ou le cas échéant, du(des) bon(s) de commande en cours d'exécution est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre et/ou le cas échéant, du(des) bon(s) de commande en cours d'exécution, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

22 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

23 - Clauses complémentaires

23.1 Devoir de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil. Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validés, y compris ceux qui ont été proposés par le pouvoir adjudicateur. Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté cette obligation, le titulaire ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles. A contrario, le titulaire ne pourra être tenu responsable des conséquences d'une décision du pouvoir adjudicateur différente de celle qu'il aurait préconisée et argumentée.

Le Titulaire se doit de tenir informé, dans un délai de 3 semaines, de l'entrée en vigueur de toute nouvelle réglementation et de lui préciser l'incidence sur ses installations.

Toute anomalie constatée au cours d'une visite susceptible de présenter un danger grave ou imminent doit être immédiatement signalée au responsable du contrat.

23.2 Obligation de moyens et de résultat

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'assurer des prestations conformes aux prescriptions des clauses particulières et de son offre. Le titulaire est, par ailleurs, tenu de signaler à la personne publique dans les plus brefs délais, tout élément qui lui paraîtrait de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation et/ou du marché.

23.3 Prescriptions visant à prévenir/écarter un éventuel conflit d'intérêts

La loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique définit le conflit d'intérêts comme « toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ».

Le titulaire s'engage à informer l'acheteur dans les meilleurs délais de toute connaissance de conflit d'intérêt potentiel ou avéré ; et le cas échéant, des mesures mises en place pour prévenir efficacement la situation de conflit d'intérêts.

23.4 Obligations du pouvoir adjudicateur

Lorsque les prestations doivent se réaliser dans les locaux, sites du pouvoir adjudicateur, les mesures nécessaires seront prises par le pouvoir adjudicateur afin de permettre l'accès de l'ensemble du personnel du titulaire à l'établissement où les prestations seront réalisées étant entendu que ce personnel ne devra pas circuler en dehors des zones dans lesquelles il n'a pas à intervenir. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement du personnel pour cause de manque de correction ou de discrétion, faute grave, consignes de sécurité. Le code du travail, ses décrets et arrêtés d'application ainsi que les consignes particulières relative aux mesures de prévention concernant les travaux ou services effectués dans un organisme de la défense en vigueur seront appliqués sans restriction par le personnel effectuant des prestations à l'intérieur de l'ISAE-SUPAERO

23.5 Dérogation au principe d'exclusivité du titulaire de l'accord-cadre

Pour les prestations à bon de commande, il pourra être dérogé au principe d'exclusivité de l'accord-cadre dans les cas suivants :

- En cas de retard dans l'émission des devis ou dans l'exécution des prestations commandées, et après mise en demeure par courriel avec accusé de réception restée sans effet dans le délai imparti, l'ISAE-SUPAERO se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations par une autre société.
- Dans le cas où pour des raisons techniques ou d'exclusivité, le titulaire devrait faire appel au constructeur, l'ISAE-SUPAERO se réserve la possibilité de contractualiser directement avec le constructeur.

24 - Dérogations

- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.2 du CCAP déroge à l'article 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 21.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services